

**SALVADOR**

**Le prochain gouvernement devra impérativement s'engager**

*Index AI : AMR 29/003/2004*

*ÉFAI*

**Embargo : mercredi 11 février 2004  
(00 h 01 TU)**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Les candidats aux élections présidentielles doivent s'engager publiquement à garantir les droits fondamentaux des Salvadoriens et des Salvadoriennes, dans la mesure où ceux-ci concernent tous les aspects de la vie publique et constituent une condition essentielle au respect de la dignité humaine, a déclaré Amnesty International aujourd'hui, 11 février 2004, dans une lettre ouverte aux postulants à la Présidence du Salvador.

Amnesty International recommande notamment aux quatre candidats aux élections présidentielles, qui se tiendront le 24 mars prochain, de prendre, en cas de victoire, des mesures concrètes visant à en finir avec l'impunité dont jouissent les auteurs d'atteintes aux droits humains, passées aussi bien qu'actuelles.

*« Dans un pays affecté par tant de problèmes relatifs aux droits humains – qu'il s'agisse des violations des droits fondamentaux engendrées par la « disparition » de milliers d'enfants, des faiblesses du système judiciaire ou encore de l'application d'une législation très controversée (cas de la Loi anti-Maras) –, il est de la plus haute importance que les candidats s'engagent à faire figurer dans leurs programmes la question des droits humains », a souligné Amnesty International.*

En outre, étant donné les centaines de plaintes pour violences physiques, sexuelles et psychologiques à l'égard de femmes et de fillettes, l'organisation attire l'attention des candidats sur la nécessité de promouvoir et d'appliquer en priorité et de toute urgence un plan destiné à assurer le respect des droits de la fraction féminine de la population.

*« Des mesures concrètes – application au niveau national de la législation internationale, mise en place d'un système efficace permettant aux plaintes d'aboutir, formation des agents de la fonction publique, collaboration avec les*

*organisations non gouvernementales – peuvent changer radicalement la vie de milliers de femmes et de fillettes, victimes de violences quotidiennes », a expliqué l'organisation de défense des droits humains.*

*« Nous ne demandons rien de neuf ni d'impossible, a conclu Amnesty International. Nous voulons simplement que soient respectés la légalité et les engagements internationaux, pour en finir une bonne fois pour toutes avec l'impunité et renforcer le système de justice, dans le respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire. » ●*

**Vous trouverez le texte de la lettre ouverte (index AI : AMR 29/001/2004) en espagnol [El Salvador: carta abierta a los candidatos presidenciales](#) ou en anglais [El Salvador. Open Letter to the Presidential Candidates](#), sur le site de l'organisation.**

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5562, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**